

Europe « Les peuples choisissent toujours de rester dans la zone euro »

05 JANV 15
Quotidien Paris

POUR JEAN-DOMINIQUE GIULIANI, président de la Fondation Robert-Schuman, l'existence de la monnaie unique devrait résister à la montée des extrêmes en Europe.

La Lituanie vient d'entrer dans la zone euro. A quoi attribuez-vous ce choix ? A la menace de la Russie ?

Pas du tout ! La Lituanie souhaite adhérer à la zone euro depuis son adhésion à l'Union européenne en 2004. Il y a trois ans, elle a raté l'adhésion de peu parce qu'elle affichait un taux d'inflation trop élevé mais elle a toujours considéré que l'euro était la monnaie de l'Union européenne et qu'elle devait l'adopter. Cela n'a rien à voir avec la situation présente. Ce n'est absolument pas lié à la Russie. Il n'y a qu'en France que l'on ne conçoit pas qu'un pays veuille adhérer à l'euro et que l'on considère la monnaie unique comme un échec ! La preuve en est que, tous les ans, un nouveau pays européen l'adopte. Même les Grecs souhaitent la garder. Donc, c'est un succès.

Vous ne craignez pas une sortie de la Grèce de la zone euro (lire ci-contre) ?

Je vois une évolution dans le discours de l'extrême-gauche grecque qui ne réclame plus la sortie de la zone euro comme lors du précédent scrutin, où elle a été battue. Syriza parle aujourd'hui de renégocier avec la troïka en oubliant que lorsque le pays a eu besoin de 240 milliards d'euros pour se sauver de la faillite, c'était mieux d'être dans la zone euro que dehors. On entend des cris d'orfraie contre la troïka mais c'est la troisième fois dans son histoire que la Grèce est mise sous tutelle. Au XIX^e siècle, cela a été bien pire, ce sont les puissances coloniales qui géraient les comptes du pays. Si ce dernier veut sortir de la zone euro, cela va lui coûter plus cher.

Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman



La montée des extrêmes en Europe, par exemple en Espagne, qui est appelée à voter cet automne, vous inquiète-t-elle ?

C'est inquiétant bien sûr. Ce sont des réactions à des politiques sévères qui se déroulent dans des démocraties ouvertes et libres. L'Europe et l'euro ont peut-être leurs responsabilités pour avoir couvert les turpitudes des uns et des autres mais chaque fois que l'on interroge les peuples sur la question d'une sortie de la zone euro, chaque fois ils votent pour rester à l'intérieur. Il est évident que les politiques d'austérité créent des réactions extrêmes à droite ou à gauche mais elles ne remettent pas en cause l'existence de la monnaie unique.

L'autre grand rendez-vous de 2015 pour l'Europe, dans son ensemble, est celui des élections britanniques. Un autre nuage ?

C'est pareil. L'Ukip, c'est l'extrême-droite britannique déguisée en eurosceptique. C'est comme Marine Le Pen. On mélange tout en faisant croire que l'Europe est responsable de la situation actuelle. Cela marche partout. Même en Suède et en Allemagne ! La réponse serait de changer de politique économique. Mais cela ne peut se faire qu'avec un saut qualitatif très fort en matière de gouvernance budgétaire qui permettrait de libérer complètement la banque centrale. Ce n'est pas possible tant que les marchés pourront faire la différence entre les taux français, grecs, espagnols et autres. Tant qu'il n'y a pas d'avancée politique sur ces sujets et que l'on n'est pas sûr de tout le monde, on ne peut pas relâcher les cordons de la bourse.

Autre pays balte, la Lettonie assure, depuis le 1^{er} janvier, la présidence tournante de l'UE. Que faut-il en attendre ?

C'est le premier pays de l'UE à avoir affronté la crise en 2007. Il a adopté une vraie politique de rigueur et il s'en est sorti. Il connaît une croissance régulière après une cure d'amaigrissement qui a fonctionné. Tout cela sous l'égide de Valdis Dombrovskis, qui est désormais le patron de Pierre Moscovici à la Commission européenne. Généralement, les petits pays de l'UE sont plus exemplaires que les grands. La Lettonie devrait offrir une présidence de haut niveau, assez active notamment en matière de politique de voisinage à l'Est du fait de son exposition géographique. Il est ainsi prévu un grand rendez-vous à ce sujet en mai à Riga. C'est un pays moins dur vis-à-vis de Moscou que la Pologne, bien qu'il soit plus exposé avec en son sein un parti de l'étranger et une presse entièrement financée par le Kremlin.

Interview Gilles Sengès
@Gillesenges